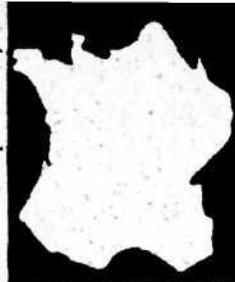


la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNEE - 26-4-1972 - N° 52

**vers la lutte
de libération
nationale**



les européistes à la conquête des nations

Projet de poètes et d'utopistes au XIX^e siècle, l'europhisme est en train depuis la libération de désintégrer les nations pour parachever la réalisation d'une société techno-bureaucratique. C'est ce que montre Axel Alberg dans la fin de son étude (cf. "N.A.F." n° 51).

Le premier homme à relancer l'idée européenne après-guerre fut Churchill qui déclara en 1946 : « Nous devons créer un genre d'Etats-Unis d'Europe... Le premier pas sera de constituer un Conseil de l'Europe. »

Quelques mois plus tard, en avril 1947, se constituait l'Union Européenne des Fédéralistes, implantée dans tous les pays occidentaux dans le but avoué d'être un groupe de pression : « Tous les mouvements fédéralistes européens se sont groupés en une seule association, pour faire entendre leur voix, la voix même de l'Europe. »

Simultanément, démocrates-chrétiens et socialistes arrivaient au pouvoir dans tous les pays occidentaux et se groupaient en associations supranationales.

LE TEMPS DES MOUVEMENTS EUROPÉISTES

En novembre 1948, un comité composé de socialistes se transforma en mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe, puis en Gauche Européenne. Les démocrates-chrétiens se groupèrent dans les « nouvelles équipes internationales » avec le soutien direct du Saint-Siège. Pendant ce temps, les « européistes de tradition » continuaient leur implantation méthodique : des financiers et des industriels lancèrent la Ligue européenne de coopération économique, tandis que Coudenhove-Kalergi reconstitua l'Union parlementaire européenne.

En mai 1948, l'ensemble des mouvements européistes se réunit en congrès à La Haye afin de proposer des solutions concrètes... qui se réalisèrent : Assemblée européenne élue par les parlementaires nationaux, Charte des Droits de l'Homme (rédigée et adoptée grâce à M. René Cassin), Cour de Justice, Union économique. Dans le sillage du congrès, un « mouvement européen » fut organisé sous la présidence d'un comité composé de Léon Blum, Winston Churchill, Ph. Spaak, de Gasperi.

M. René Sédillot déclare dans son « Histoire de l'idée européenne » : « Le mouvement européen... a constitué la force matérielle et morale décisive qui a permis à l'idée européenne de passer dans une phase de réalité. »

Sa première réalisation, au terme de longues négociations, fut la constitution du... « Conseil de

l'Europe » dont le statut fut signé à Londres le 5 mai 1949 ; la première réunion se tint à Strasbourg le 8 août 1949.

Le mouvement européen, dont le rôle avait permis l'installation de cette première structure inter-gouvernementale, tint un congrès à Hambourg où il fut déclaré ceci : « L'intégration de l'Allemagne libre à l'Europe libre, loin de mettre en cause ou d'empêcher l'unité allemande, apparaît comme le meilleur chemin vers celle-ci. »

Plus tard, sur des registres différents, MM. Strauss et Brandt diront la même chose... rappelons pour mémoire que l'un est chrétien-démocrate, et l'autre social-démocrate, et que si les méthodes diffèrent, l'objectif à long terme est le même.

UNE EUROPE VATICANE OU SOCIAL-DÉMOCRATE ?

A cette époque le mouvement européen semble s'orienter vers une sorte de Saint-Empire démocrate-chrétien, ces derniers étant au pouvoir, en Allemagne (Adenauer), en Italie (De Gasperi), en France (Bidault), en Belgique, aux Pays-Bas.

Au nom d'un messianisme temporel, la démocratie-chrétienne condamne les nations « coupables d'égoïsme » et rêve avec M. Fanfani d'un gouvernement mondial... présidé par le Pape. C'est le vieux rêve théocratique de Boniface VIII, étranger à la tradition de l'Occident, le cléricalisme politique condamné par l'Eglise, qui réapparaissent... avec la caution du cardinal secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Montini (actuel Paul VI) qui songe — déjà ! — à animer spirituellement la démocratie universelle.

En France, la manœuvre démocrate-chrétienne est dirigée par le M.R.P. Robert Schuman, homme honnête mais qui, manipulé par Jean Monnet, a une responsabilité écrasante en lançant la C.E.C.A. (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).

Les démocrates-chrétiens exploiteront l'anticommunisme des « nationaux » (l'Europe unie contre l'impérialisme soviétique) et la naïveté des chrétiens qui assimileront l'Europe du charbon et de l'acier au Saint-Empire.

La position de la social-démocratie est différente : les socialistes ont choisi l'Europe par haine du communisme stalinien qui a exterminé les leurs en Europe orientale, et parce que la social-démocratie fut la servante docile de la techno-bureaucratie. A la limite, l'europhisme pouvait paraître comme une variante de l'internationalisme.

Les deux tendances se retrouvèrent à La Haye, le 8 octobre 1953, aux Etats Généraux de la Petite Europe auxquels participèrent MM. Spaak, Schuman, de Gasperi. Ces états généraux, qui représentaient l'ensemble des lobbys européistes, demandèrent la mise en place d'une autorité politique commune au-dessus de la C.E.C.A. En référence au traité de la C.E.C.A. (art. 16), une commission avait été chargée en 1952 d'étudier les modalités de création d'une communauté politique européenne.

Mais l'affaire de la C.E.D. mit fin au projet qui avait reçu l'accord des six ministres des Affaires étrangères. Le projet de Communauté européenne de défense visait à mettre les armées européennes sous commandement unique et à autoriser définitivement le réarmement allemand.

La violence des européistes se retourna contre eux : l'Assemblée nationale repoussa le projet ; M. Mendès-France, alors président du Conseil, n'avait aidé en rien la faction européiste qui exploita les sentiments d'antisémitisme pour venir à bout du « traître » à la cause européenne.

EUROPÉISME FRÉNÉTIQUE ET EUROPÉISME « RÉALISTE »

L'échec de la C.E.D., qui privait les européistes de l'instrument militaire, entraîna la démission dépitée de Jean Monnet de ses fonctions à la C.E.C.A.... mais non la fin de son activité puisqu'il fonda le « Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe ». Ce comité eut un rôle non négligeable dans le processus qui aboutit à la signature du traité de Rome (25 mars 1957) instituant le Marché Commun... sans la Grande-Bretagne, au grand dam de Coudenhove-Kalergi.

Après treize ans d'existence ce Marché Commun a prouvé que simple zone de libre-échange mâtinée d'organisation technocratique avec des institutions du style F.E.O.G.A. (Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole) ou Fonds Social Européen, il pouvait favoriser l'action des trusts mais non déboucher sur une construction politique. La crise monétaire de l'été 71 a achevé de le prouver.

C'est ce qu'avait compris, dès l'échec de la C.E.D., une fraction de la techno-bureaucratie : celle-ci s'était prononcée alors pour la voie plus lente et plus habile de « l'Europe des patries », fondée sur le rapprochement et la collaboration idéologique et politique entre hommes d'Etat.

Ainsi De Gaulle tentait en 1963-1965 de bâtir l'Europe sur l'axe Paris-Bonn tout en essayant de



l'ouvrir vers l'Est, ce dont ne voulaient pas les atlantistes de l'Europe intégrée.

En fait, il ne s'agissait que d'une simple différence de moyens et dans le même temps plusieurs ministres du général, à commencer par MM. Pompidou, Debré et Giscard d'Estaing, n'hésitaient pas à faire partie du Mouvement Pan-Européen de Coudenhove-Kalergi.

POUR UNE GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE

L'échec et le départ de De Gaulle, le « mûrissement » de l'opinion, permettent aujourd'hui la fusion des deux catégories d'européistes.

Les hommes qui ont exigé et obtenu une relance européenne sont connus pour leur complaisance envers les Etats-Unis : MM. Jacques Duhamel, Joseph Fontanet, sont les représentants au gouvernement du lobby européen le plus dénationalisé, et leur parti Centre Démocratie et Progrès est l'héritier idéologique et pratique (car ce sont souvent les mêmes hommes) du M.R.P. démocrate-chrétien.

Il est vrai qu'ils ne sont pas seuls et que les républicains indépendants (pas à l'égard de la finance anonyme et vagabonde) pratiquent la même politique. Dans tous les pays d'Europe, les européistes ont conquis les Parlements (rôle de l'Union parlementaire européenne), les puissances économiques (les diverses unions privées ou publiques depuis 1920) et la presse.

Depuis cinquante ans, on assiste au démantèlement des nations au profit d'intérêts économiques et idéologiques parallèles, entre ceux qui refusent la nation au nom d'un messianisme temporel et ceux pour qui la nation est l'ultime obstacle à la domination des trusts et de la technocratie. Puisque les européistes veulent détruire les nations, il est temps de détruire les européistes pour sauver notre indépendance.

Axel ALBERG.

la f.n.s.e.a. et l'europe

Contrairement au M.O.D.E.F., proche du P.C.F., la F.N.S.E.A. a choisi l'Europe. On peut avancer deux explications complémentaires : les agriculteurs du Bassin Parisien et la puissante A.G.P.B. ont été les principaux bénéficiaires de la politique agricole commune ; les cadres issus de la J.A.C., à cause de leur formation démocrate-chrétienne, sont incapables de prendre position sur le problème supranational. On aurait pu croire que la F.N.S.E.A., qui défend officiellement l'ensemble des agriculteurs français, allait s'inquiéter de la concurrence britannique ou danoise pour notre agriculture. Ce qui in-

quiétait nos syndicalistes officiels, c'était le risque de non-confirmation de la politique agricole commune, qui profite uniquement à certains. MM. Chaban-Delmas et Cointat ont su les rassurer. Maintenant M. Jean Deleau fait voter oui. C'est une preuve de plus de la collusion entre le pouvoir et les syndicalistes « officiels » de l'agriculture française. « Jeunes Agriculteurs » publie un sondage révélateur : 46 % des agriculteurs estiment que la F.N.S.E.A. défend uniquement les intérêts des gros agriculteurs.

Quel syndicalisme ?

Un mythe est en train de disparaître : celui d'un syndicalisme agricole apolitique et défendant les intérêts de tous les agriculteurs. La F.N.S.E.A. n'est plus le syndicat unique, flanquée de la F.F.A. à sa droite et du M.O.D.E.F. à sa gauche. Le C.N.J.A. n'est plus la force de contestation et de renouveau qu'il était dans les années 60-65. Un fait est aussi à noter : la remontée de l'A.P.C.A., débarrassée de l'hypothèque Blondelle (ancien syndic régional de la corporation paysanne), qui a désormais l'oreille de la majorité parlementaire. On peut penser que les palinodies de la F.N.S.E.A., à l'occasion du référendum, marquent la fin du syndicalisme classique. Il restera aux agriculteurs à trouver de nouvelles formes d'action et de revendication, et à savoir éviter deux écueils : la prise en main par une bureaucratie complice du pouvoir, la perte de temps dans une agitation spontanéiste et récupérée.

François MARTIN.

A.P.C.A. : Assemblée permanente des chambres d'agriculture.

F.N.S.E.A. : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

C.N.S.A. : Centre national des jeunes agriculteurs.

A.G.P.B. : Association générale des producteurs de blé.

NOTA. — J. Deleau, président de l'A.G.P.B., est vice-président de la F.N.S.E.A.

NAF.TELEX...NAF.TELEX...NAF.TELEX

● L'EUROPE DE NERON... — On savait que les européistes étaient des idéologues qui se construisaient un monde mythique et rien qu'à voir la tête de chanoine obsédé du Révérend Père Lecanuet on pouvait le soupçonner de faire la nuit des rêves malsains avec la nymphe Europe. Mais il faut dire qu'en fait de délire onirique nous avons été particulièrement gâtés durant cette campagne. Ainsi, voici comment François Brigneau voit l'Europe dans Minute.

« Sans rien renier des vertus de son sol et du sang, qui ne se sent un peu chez lui en foulant l'asphalte de Picadilly, en rêvant au pied de l'Acropole ou des murailles de Tolède, en écoutant chanter les blondes Monica dans les rues du viel Heidelberg, EN REGARDANT, LES SOIRS D'ETE, DES JARDINS DU PINCIO LE SOLEIL INCENDIER ROME UNE FOIS DE PLUS. »

On savait Brigneau porté sur les Gretchen, de préférence lorsqu'elles chantent le "Horst Wessel Lied" mais on ignorait qu'il avait une libido néronienne.

● ...A HITLER. — Coudenhove-Kalergi, lui, se réfère implicitement à un autre grand sadique, particulièrement amateur, également, de feux de joie... en bois de Juif de préférence. (Pauvre Maurice Schumann !) On croirait lire Mein-Kampf lorsqu'on voit Coudenhove écrire froidement : « L'Europe puissance mondiale. »

« L'Europe est faite d'une seule race, d'une communauté consanguine, dotée de diverses règles du jeu. Un des éléments dominants de cette race est le spécimen blond nordique... Des infiltrations mongoles sont fréquentes à l'Est, des infiltrations négroïdes au Sud. Il est temps que l'Europe songe enfin à l'avenir de sa grande race, que la nation européenne s'unisse pour être à la hauteur des grandes tâches qui lui sont réservées... L'Europe, dont la commune civilisation et la consanguinité sont séculaires, acquiert une communauté de destin en raison de la menace bolchévique... »

● ...EN PASSANT PAR POMPIDOU. — Comme dans le même temps Kalergi s'extasiait dans Le Monde du 23 avril sur les vertus de Pom-

pidou « Cavour de l'Europe », il n'y a pas de quoi être rassuré. Nous ne ferons, bien entendu, pas l'injure au président de le comparer à Néron ou Hitler. Mais à un siècle de Sedan comment ne pas se demander si dans cette Europe gravitant autour de l'Allemagne rêvent Brigneau et Coudenhove-Kalergi, que réalisent les trusts germaniques, on peut se demander si M. Pompidou n'est pas voué à jouer le rôle d'un Napoléon III. C'est peut-être après tout ce qu'ont dû se dire les 19 millions de Français qui lui ont répondu, dimanche, « non », « bof » ou « m... ».

● JOINT FRANÇAIS, 24 avril 1972. — L'atmosphère était moins sombre à Saint-Brieuc à la veille du référendum. Le Préfet des Côtes-du-Nord a pris en charge les négociations avec le patronat, en confirmant que les menaces de fermeture de la direction étaient effectivement un chantage. Mais M. le Préfet sera-t-il, au-delà même des visées électorales du 23 avril, le *deus ex machina* que nous prévoyions la semaine dernière ?



Viet-nam :

l'offensive de la dernière chance

L'offensive nord-vietnamienne attire de nouveau l'attention sur une guerre qui paraissait s'éteindre graduellement. A cette extinction, les commentateurs ont donné les explications les plus variées : pourrissement de la situation, effet du rembarquement américain, désir nord-vietnamien de ne pas gêner la grande partie diplomatique en train. Si la guerre marquait le pas, la paix aussi : la conférence de Paris se traînait de séance en séance sans que jamais le moindre résultat concret ne vienne en rompre la monotonie. Les Nord-vietnamiens et leurs alliés du F.N.L. s'obstinaient sur leur programme de paix dont la moindre exigence était le démantèlement total du régime de Saïgon ! La diplomatie de l'ultimatum ne vaut guère quand on ne peut l'imposer par la force. Pendant ce temps, le programme de rembarquement des troupes américaines promis par Nixon se poursuivait avec régularité et la chute du régime Thieu annoncée à longueur de colonnes par la presse internationale ne venait toujours pas. C'est sur ce tableau d'attente que l'offensive s'est déclenchée brusquement, encore qu'elle ait été attendue depuis deux mois par les spécialistes militaires. Depuis l'offensive du Têt de 1968, aucune offensive d'envergure n'était venue troubler la reconquête des régions « pourries » par les troupes de Saïgon malgré les annonces en ce sens de la radio de Hanoï.

LA REMONTÉE DU SUD-VIETNAM

En trois ans, la situation du Sud-Vietnam s'est améliorée, tant du point de vue militaire que du point de vue politique, encore que le second élément soit fragile et incertain. L'échec de l'offensive nord-vietnamienne de 1968 y est pour beaucoup : la population ne s'est pas soulevée malgré les incitations de la radio de Hanoï et les appels du F.N.L. ; l'armée a tenu bon malgré son manque d'entraînement, et les pratiques terroristes vietcong ont fait le reste : les charniers de Hué, ville pourtant traditionnellement antigouvernementale, ont fait réfléchir les plus indécis parmi les adversaires du gouvernement de Saïgon.

C'est de l'échec de l'offensive de 1968 que l'on peut dater le début du relèvement sud-vietnamien. Celui-ci revêt de multiples aspects : la première nécessité de la guerre révolutionnaire est l'encadrement de la population ; le Vietcong l'avait compris en tuant 10.000 chefs de village en dix ans, laissant ainsi la population à sa merci ; désormais, une nouvelle génération de responsables sud-vietnamiens est en place : chefs de village élus dès la pacification militaire ; cadres dits du « développement révolutionnaire » formés à Vung-Tau et qui jouent le rôle d'éducateurs politiques et de

conseillers de la population ; formation de milices locales et régionales enfin, destinées à assurer la protection des civils, même en cas d'absence d'unités militaires régulières.

Sur ce plan d'encadrement de la population, les plus gros efforts ont été faits : le gouvernement de Saïgon a compris qu'il ne servait à rien de tenir le territoire si on ne contrôlait pas la population civile de manière effective ; en d'autres termes, les Sud-vietnamiens ont admis que la guerre est d'abord politique avant d'être militaire.

L'OFFENSIVE POLITIQUE

A partir de cette conception, les Sud-vietnamiens ont attaqué au lieu de se défendre comme ils l'avaient fait depuis 1960. Ils ont lancé le programme Chieu-Hoi (bras ouverts), offre de ralliement faite aux militants et soldats du F.N.L. ; ce programme est qualifié de « réconciliation nationale » en ce sens qu'il permet aux ex-vietcongs une réinsertion dans la vie sociale. Ce programme a eu un succès certain, puisqu'à ce jour 80.000 vietcongs, dont plusieurs centaines d'officiers et de cadres politiques, se sont ralliés.

Un autre programme dit « Phoenix » a été lancé pour démanteler l'infrastructure politique du Vietcong : programmation par ordinateurs, équipes spéciales chargées de l'élimination de l'adversaire, espionnage à grande échelle : le Vietcong connaît à son tour les méthodes qu'il a employées pendant dix ans. Là encore, il a subi une défaite puisque plusieurs milliers de cadres politiques ont été mis hors de combat. Mais le véritable enjeu réside dans le contrôle des villages et hameaux.

A cet effet, les Sud-vietnamiens ont mis sur pied un programme de pacification qui recouvre les activités les plus diverses : mise en place d'une administration, amélioration de l'agriculture locale, cours d'auto-défense, construction de routes, d'écoles, etc. Ce programme a pour but de résoudre tous les problèmes qui pourraient servir de thème de propagande au Vietcong. Un autre progrès a été celui de la défense locale, jusqu'à ces dernières années confiée exclusivement à l'armée, vouée ainsi à une tâche d'occupation. Désormais, à chaque échelon correspond une force de milice, ce qui libère l'armée pour les combats contre les unités de Hanoï et fixe une force de défense dans la population même : force populaire opérant au niveau du district, forces régionales manœuvrant dans le cadre de la province, force d'auto-défense implantée dans les villages. Le F.N.L. a compris le danger et a repris la vieille méthode du terrorisme : 200 tués par mois dans les rangs des forces popu-

lares d'auto-défense, 20 cadres du D.D. assassinés mensuellement, environ 30 fonctionnaires villageois exterminés dans le même laps de temps.

Sur le plan militaire, la remontée est méthodique : Le Sud-vietnam a un million de soldats sous les armes, dont la qualité s'est beaucoup améliorée. Aux unités combattives des parachutistes, rangers, forces spéciales, fusiliers-marins, s'ajoutent désormais une aviation fournie en « Skyraiders » et plusieurs divisions d'infanterie et de blindés qui égalent les meilleures unités de Hanoï. Le commandement n'est plus celui, veule et corrompu, des années 1963-1964 : des officiers comme les généraux Do Cao Tri (tué pendant la campagne du Cambodge) et Ngo Dzu, ont une réelle valeur militaire. Cette armée possède désormais une mobilité qui lui permet d'intervenir rapidement au Cambodge et au Laos afin d'y détruire les ex-« sanctuaires » nord-vietnamiens créés avec la tolérance du prince Sihanouk au Cambodge et du Pathet Lao au Laos.

UN RÉGIME AMBIGU

Sur le plan politique, la situation est plus fluide ; l'entêtement américain à vouloir implanter un régime copié sur l'« American way of life » ne faiblit pas : cette attitude contribue fortement à la méfiance des nationalistes à l'égard du régime actuel.

Un avantage majeur peut lui être reconnu : la stabilité ; depuis le coup d'Etat de juin 1965 qui a porté le général Nguyen Van Thieu au pouvoir, aucun trouble politique grave n'a remis le régime en question malgré le passage à l'opposition du général Nguyen Cao Ky, co-auteur du coup d'Etat de juin et ex-vice-président de la République. La réélection avec 95 % de suffrages du général Thieu l'a consolidé aux yeux de la population. Les accusations de truquage du scrutin lancées par divers secteurs politiques sont douteuses : 300 journalistes et observateurs internationaux assistaient au déroulement des élections et bien peu de cas de fraude ont pu être constatés. Certes, une élection ne prouve pas la stabilité d'un régime ni son assise, mais la consigne d'abstention lancée par le F.N.L. a été ignorée...

Les deux seules forces réelles de la nation, l'armée et l'administration, soutiennent le régime Thieu ; cette garantie suffit à le maintenir face aux clans divisés des politiciens et des partis. Seules les forces religieuses (catholiques, bouddhistes, sectes) pourraient faire pencher la balance, mais leurs divisions sont aussi profondes que celles des partis.

Quant aux Etats-Unis, leur désengagement militaire va croissant : des 549.000 Américains qui servaient au Vietnam, il n'en reste que 60.000 servant dans l'aviation ou dans les services administratifs. L'appui aérien reste acquis aux Sud-vietnamiens ainsi que la présence de la VII^e Flotte et les livraisons de matériel militaire aux forces gouvernementales. Les rumeurs de « lâchage » politique doivent tenir compte de trois faits : l'existence militaire et politique du Sud-Vietnam (ce qui n'était pas le cas entre 1963 et 1968), le sang versé des « boys » américains, la théorie des « dominos » : si on lâche un élément (le Sud-Vietnam), le reste s'écroule (la péninsule indochinoise).

La remontée du Sud-Vietnam peut-elle être remise en question par l'offensive militaire et politique du Nord-Vietnam, et à quel prix ?

Pierre VILLEROI.
à suivre



la femme dans la cité

Philippe Dillmann, après avoir analysé dans les « N.A.F. » 50 et 51 les conditions dans lesquelles se pose la condition féminine dans la société contemporaine, termine son étude en proposant une solution politique qui permette à la femme d'être une citoyenne en assumant sa féminité.

Plus d'un quart de siècle s'est écoulé depuis que la femme française a obtenu le droit de vote. Pourtant une constatation s'impose. Les femmes n'utilisent pas toutes les virtualités de leur puissance nouvelle. Majoritaires dans le corps électoral (1), elles semblent les plus touchées par l'abstentionnisme. C'est un fait, les femmes, dans leur majorité, se tiennent éloignées de la politique telle que la conçoit la société actuelle. Qu'il s'agisse de problèmes concrets, prix, logements, éducation des enfants, et la femme prouve qu'elle sait s'informer, alors qu'elle se désintéresse volontiers de la politique internationale comme des luttes électorales internes. Interpréter cet abstentionnisme est peu aisé, si on considère les femmes seulement comme une partie du corps électoral. On peut y voir cependant la manifestation de cet état d'« aliénation » (2) qui est celui de la femme dans la société française. De quelconques « Etats Généraux de la Femme », organisés à grand renfort de publicité et dans un simple but commercial par une revue à grand tirage, ne peuvent en aucun cas remettre en cause ce « statut de minorité » (3) que dénoncent les révoltées de tout genre comme les politiques habiles dans l'art de la récupération.

La participation actuelle des femmes à la vie politique est ainsi fortement influencée par les prises de position des différents partis. Un sondage réalisé par F.I.F.O.P. en mai 1969 — quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle — indiquait que 45 % de l'électorat féminin voterait en faveur de Pompidou contre 26 % pour Poher, 15 % pour Duclos et 6 % pour Defferre. Dire que le vote des femmes est essentiellement conservateur ou plus sensible aux personnalités qu'aux idées est assez banal, c'est pourtant une constatation aussi communément admise que l'influence des idées politiques de l'homme au sein du couple. Il est également

intéressant de noter le faible taux d'adhésion des femmes aux partis politiques dont résulte sans doute l'absence quasi totale de femmes dans leurs directions. Éliminées « de facto » de la vie politique officielle, les femmes se réfugient dans des mouvements souvent apparentés aux grands partis : U.F.F., M.D.F., Club Louise Michel, C.F.E.J., U.F.C.S., C.N.F., F.N.F., et bien sûr M.L.F. (4), en tout moins de 100.000 adhérentes. Par contre, le temps n'est plus où, à la Fédération du Syndicat du Livre, les travailleurs se mettaient en grève, au début du siècle, chaque fois qu'une femme était embauchée ou syndiquée (5) ; sur 500.000 adhérents la F.E.N. compte 300.000 femmes tandis que 10 % des salariées sont à la C.G.T., en nombre inférieur aux hommes, et 6 % à la C.F.D.T., en nombre supérieur aux salariés.

Le syndicat concrétise en effet plus que le parti l'intérêt porté par la femme à son environnement immédiat. Moins sensible que l'homme aux idées abstraites, la population féminine française ne voit dans le parti que le moyen de défendre des aspirations concrètes. Si tout comme l'homme, la femme se révolte ou conteste, elle donne rarement une finalité idéologique à son action. Pour certains, elle serait tout à la fois, et tel le prolétariat, peu intégrée mais profondément dépendante d'une société bourgeoise et capitaliste. Sans adhérer au schéma marxiste, on peut reprendre en partie cette assertion en rappelant le régime de subordination imposé à la femme par le code Napoléon. Or il est certain que la place de la femme dans la Cité a été en France beaucoup plus important à une époque qu'elle ne l'est devenue depuis le XIX^e siècle. Il faudrait rappeler les anciennes coutumes celtes ou franques s'opposant parfois au droit écrit d'origine romaine (6) ; mais ces différences se sont rapidement estompées en France, tandis que dans les anciennes « paroisses » le droit

de vote était — suivant des modalités très diverses — souvent reconnu aux femmes (7). La subordination nouvelle de la femme d'aujourd'hui se conçoit parfaitement dans le système d'idéologies politiques et économiques qui ont vu le jour en même temps que la société industrielle et lui ont donné un support politique. Depuis Robespierre qui, en 1793, interdisait les clubs féministes créés en 1789 comme le « Club des citoyennes révolutionnaires », les hommes politiques comme les groupes de pression économiques n'ont eu de cesse de tenir les femmes éloignées de toute vie politique. Mais la finalité de la femme n'est pas d'être une consommatrice adulée ou un appoint pour opérations électorales.

Dans le cadre de la cité reconstituée avec ses libertés, le mot de « citoyenne » reprendra son véritable sens. Le quartier est l'élément de base de toute cité actuelle, et c'est dans celui-ci que la femme peut avoir un rôle véritablement politique, non seulement en ce qui concerne la gestion au jour le jour mais aussi dans les grandes orientations qui conditionnent sa vie, et l'on pense plus particulièrement au problème de l'urbanisme comme en général au cadre de vie. Seules des institutions permettant et suscitant de nouvelles et multiples libertés rendront à la femme la possibilité d'intervenir pratiquement dans la cité aussi bien sur des problèmes quantitatifs que qualitatifs. Aliénation économique, aliénation politique : la femme est l'une des principales victimes d'une société prônant l'homme « unidimensionnel » au détriment de la famille, au détriment de la cité et de la vie. Seul un renversement de cette société permettra à la femme d'être à nouveau traitée sur la base d'une égalité réaliste, fondée sur la confiance mutuelle, la complémentarité naturelle et l'équilibre des rapports.

Philippe DILLMANN.

(1) Selon l'I.N.S.E.E., la population électorale potentielle en 1968 comprenait 14.200.000 hommes et 16.000.000 de femmes.

(2) Alain Lancelot « L'abstentionnisme électoral en France ».

(3) Gisèle Charzat « Les Françaises sont-elles des citoyennes ? ».

(4) Respectivement : Union des Femmes Françaises, Mouvement Démocratique Féminin, Centre Féminin d'Etudes et d'Information, Union Féminine Civique et Sociale, Conseil National des Femmes, Fédération Nationale des Femmes et Mouvement de Libération des Femmes.

(5) Gisèle Charzat, *op. cit.*

(6) Louis Bridel « La Femme et le Droit », étude historique sur les conditions de la femme.

(7) P. Petot et André Vandenbossche « Le statut de la femme dans les pays coutumiers français du XIII^e au XVI^e siècles ».

République ou monarchie

la semaine prochaine, réponse de Jean ROYER
(Maire de Tours)



N.A.F. — Jean de Fabrègues, quel est pour vous l'essentiel de Maurras ?

J. de F. — Ce qui m'intéresse essentiellement dans l'œuvre de Maurras, c'est la question de l'avenir de l'Intelligence et le problème des rapports entre l'homme et la société.

L'Avenir de l'Intelligence me paraît être un livre d'une actualité extraordinaire puisque Maurras y montre l'asservissement de l'Intelligence aux puissances d'argent.

Le second point qui m'intéresse chez Maurras, c'est la question, très actuelle, des rapports entre l'homme et la société. Qu'est-ce que l'homme doit à la société, quelle est la mesure du conditionnement social, comment peut-on protéger l'homme contre ce conditionnement et, à la fois, l'utiliser pour qu'il soit bénéfique, telles sont les questions fondamentales qu'aborde Maurras, et ces questions sont aujourd'hui d'une actualité tout aussi brûlante.

Mais je tiens à préciser tout de suite que je ne me sens plus du tout « politique », parce que je crois que nous sommes plongés dans une crise de civilisation. Or, pour moi, cette crise est avant tout d'ordre religieux car je pense — comme toute la sociologie actuelle — qu'il y a inséparabilité entre la forme sociale de l'existence et ses expressions dans la civilisation d'une part, et d'autre part une certaine idée de l'homme et de la vie qui ne peut pas ne pas être religieuse. Je pense, comme vous, qu'on ne sortira de cette crise que par une anthropologie, mais cela ne veut pas dire que je refuse l'idée, actuellement développée dans certains milieux catholiques, d'une mutation de l'homme. Je crois seulement qu'il faut analyser de très près cette notion : mutation sociale certainement, mutation de l'homme, je n'en suis pas certain du tout.

N.A.F. — Ne pensez-vous pas qu'il est dangereux de négliger le problème des institutions ?

J. de F. — Je vous répondrai ce que Maurras m'a souvent répondu lorsque je lui posais des questions d'ordre religieux : « *Je ne peux pas tout faire !* » Il en est de même pour moi et, sans me désintéresser totalement des problèmes politiques, je fais porter ma réflexion avant tout sur les problèmes d'ordre spirituel.

Cependant, j'ai des *non* à opposer à certaines des conséquences que Maurras a tirées de ses réflexions de départ et que l'on continue d'en tirer. Mais avant d'en venir là, je voudrais préciser que, comme le disait Maurras, une politique est toujours située et datée. Avant de le quitter, j'ai longuement discuté de ce problème avec Maurras. Il ne le niait pas, mais il s'était totalement engagé dans une politique quotidienne qui a fini par manger ses réflexions originelles, qui me paraissent beaucoup plus riches que ses positions politiques postérieures. Par exemple, il est aberrant que le Maurras des années vingt ait pu se satisfaire du poincarisme. A ce moment-là on n'a rien vu. L'Action française a fait un antigermanisme à courte vue et elle n'a pas su discerner l'importance des grandes grèves de 1920-21. Des tournants essentiels ont été ainsi ratés...

Alors, aujourd'hui, parce que je crois qu'une politique doit toujours être située et datée, je dis *non* à la monarchie et je dis *non* au nationalisme.

Je dis *non* à la monarchie parce que s'il est

réponse de

Jean de Fabrègues

Jean de Fabrègues est né le 8 janvier 1906 à Paris. Après avoir appartenu à l'Action française, il s'en sépara tout en gardant de bons rapports avec Charles Maurras. Journaliste, il a collaboré à d'innombrables revues et journaux. Il dirigea *La France Catholique* jusqu'en 1970. Parmi ses ouvrages,

vrai qu'une dynastie correspond à un certain appel et à une certaine vocation nationale, je ne vois pas quelle est la dynastie et comment cette dynastie correspondrait aux nécessités, aux vocations de l'époque où nous sommes. Et ceci est lié à mon second *non* : je crois qu'il faut absolument construire l'Europe. Je sais que je vais là contre vos convictions mais j'en suis certain parce que j'applique des aspects du schéma maurrassien originel. Maurras disait en effet que l'unité française s'était faite par l'action d'un fédérateur du dehors, qui fut pendant longtemps l'Autriche. Eh bien, nous avons aujourd'hui plusieurs « fédérateurs du dehors » : il y a le péril communiste, et il y a, sur le plan économique, le péril américain. Il nous faut donc entreprendre une défense de l'économie européenne, du travail européen, et il nous faut aussi chercher ce qui est vraiment commun à cet ensemble européen, où ce qui unit est plus important que ce qui divise. Et là j'irai très loin : dans ces années-ci, nous avons pu voir qu'entre une Allemagne de l'Ouest qui n'était ni hégélienne ni kantienne et la France, il y avait beaucoup plus d'éléments communs que d'éléments de dissensions.

N.A.F. — Vous avez évoqué le péril communiste ; pensez-vous que cette menace soit aussi présente que dans l'immédiate après-guerre ?

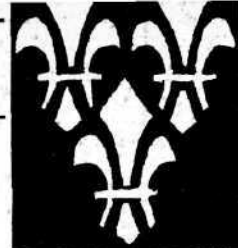
J. de F. — Non, si les nations d'Occident trouvent une forme d'existence vivable. Oui, si on ne donne rien à vivre aux gens.

Ce que je trouve sympathique dans la Nouvelle Action française, c'est qu'elle voit ce qu'il y a de justifié dans la réaction gauchiste. Les gauchistes critiquent ce contre quoi nous nous élevions déjà en 1935, la société de consommation par exemple. Je comprends donc parfaitement que les jeunes gens d'aujourd'hui ne puissent pas vivre dans cette société-là. On s'étonne qu'il y ait une crise morale. Mais pour avoir une morale, il faut avoir une idée-force de la vie. Les mœurs sont liées à tout un ensemble, à des formes institutionnelles. Il faut que celles-ci prouvent leur vérité, leur efficacité, leur utilité humaine. Sinon il n'y aura pas de mœurs et les nations d'Occident seront menacées par le péril communiste — disons plutôt par le péril marxiste.

Notez bien que je ne rejette pas tout le marxisme. Il y a une partie de cette doctrine qui est utilisable. Et l'on trouve des choses passionnantes chez les post-marxistes. En fait, il y aura péril marxiste si nous ne savons pas utiliser ce qu'il y a de vrai dans leurs analyses, celle d'un Edgar Morin par exemple qui écrit que « nous allons mourir parce que nous avons perdu le sens de la contemplation », ou celle d'un Fougeyrollas qui montre qu'après toutes les sociologies nous avons toujours devant nous l'énigme humaine. Si l'on s'intéresse à cela, si l'on réintègre cela, nous pourrions aboutir à une synthèse de civilisation de laquelle sortiront des institutions politiques qui feront face aux permanences de l'homme. Mais je ne pense pas que ces institutions puissent être semblables à celles qui ont fait face au passé.

On n'a pas fait suffisamment attention à certaines choses que Maurras disait jeune et qu'il me répétait souvent. Il a dit, écrit et répété : « *Le nationalisme n'a été pour moi qu'un pis aller.* » Et 72 ans après ce « *pis aller* » serait encore valable ? Ce n'est pas possible. Et Maurras n'écrivait-il pas : « *Avant d'être Français, Anglais, Italien ou Germain, l'homme du Moyen Age fut citoyen d'une civilisation générale, qui avait sa langue, son esprit, ses mœurs, sa foi, sa science, son art, ses façons de sentir, sans grand souci de la borne des Etats* » ?

Souvenez-vous aussi du « *Dilemme de Marc Sangnier* » : au cours de ce débat, Sangnier dit à Maurras que la monarchie disparaîtra tout comme l'esclavage. Maurras lui répond que l'esclavage a disparu parce qu'il y a eu la rencontre de trois choses : l'unité romaine, le catholicisme et le machinisme. Et Maurras demande à Sangnier où il voit l'aube d'une telle rencontre. Eh bien ! je pense que nous assistons à une rencontre du même genre : nous avons l'automatisation, qui me paraît correspondre à l'arrivée du machinisme, nous avons une certaine unité de destin et de civilisation, qui me paraît correspondre à ce que fut l'unité romaine. Vous me direz qu'il n'y a pas la nouveauté du christianisme. C'est vrai. Mais le catholique que je suis vous fera remarquer que nous sommes à une époque où le catholicisme commence d'être proposé d'une façon globale à l'ensemble des civi-



ques

signalons : « Le problème du mal dans la littérature contemporaine », « Mon ami Georges Bernanos », « Christianisme et civilisation », « Le Sillon ». Son *Charles Maurras et son Action française* est un des meilleurs ouvrages consacré à l'auteur de *l'Avenir de l'Intelligence*.

lisations. Je vois donc se produire la rencontre que Maurras n'apercevait pas. Et même si j'ai tort sur ce point, je suis certain que le maurrassisme de la première époque n'était pas d'une permanence absolue : Maurras voyait clairement que l'importance des facteurs conditionnels était telle que cela aurait pu, dans une autre époque, changer la réponse qu'il faisait à Sangnier. Il nous faut donc repenser les choses dans cette perspective et c'est ainsi que nous pourrions répondre au marxisme. Pour moi, c'est là que débute la besogne politique.

N.A.F. — Evoquant l'Europe du Moyen Age, Maurras, dans le texte que vous avez cité, écrivait : « Cela était, cela n'est plus ». Ne pensez-vous pas que ce qui est frappant aujourd'hui c'est la puissance du nationalisme, plus forte que toutes les idéologies ?

J. de F. — C'est une chose qui m'a en effet beaucoup frappé. Je pense que l'on ne fera jamais un homme séparé de sa terre. Même les valeurs de civilisation se transmettent aux hommes au travers de traditions qui passent par des médiations, et d'abord par la médiation du lieu — non pas seulement le lieu de naissance — mais du lieu où l'on assume les valeurs sociales.

Mais quand on est passé de l'assomption des valeurs sociales dans le monde de langue d'oc ou de langue d'oïl à la France, il y a eu un moment qui me paraît avoir été du même ordre que celui que nous allons vivre maintenant.

N.A.F. — Il y a l'Europe des rêves, qui est une très belle idée, et puis il y a l'Europe des réalités qui, si elle se construit dans son économie, renforcera la technocratie et la société de consommation. C'est une des raisons pour lesquelles nous demeurons nationalistes.

J. de F. — Et vous croyez que la France seule parviendra à tenir sa place en face d'une Europe qui fera son unité malgré tout ? Là encore, je vous répondrai par Maurras. Quand je l'ai quitté, il m'a dit : « Vous allez refaire ce qu'ont fait les chouans. Ils ont fait des bandes et toutes les bandes ont été vaincues. » Je vous redis la même chose. Et le fait que l'Europe puisse faire son unité sans nous constitue le plus grand

fédérateur du dehors. Il est possible que l'Europe d'aujourd'hui soit la résultante de compromis nationaux mais je ne vois pas d'autre solution que la marche vers l'unité.

N.A.F. — Alors vous prenez le chemin de l'Europe technocratique et capitaliste qui réalisera tout ce que vous réprouvez ?

J. de F. — Je prends cette voie en y engageant une volonté que je n'ai cessé de faire prédominer dans les rencontres franco-allemandes depuis vingt ans. Il y a toujours une partie à jouer dans la vie des nations comme dans celle des hommes. Toute action comporte une part de péril. Les dangers que vous signalez existent mais il faut prendre le risque, en sachant dans quel esprit on le prend. Il faut certainement conserver le côté indéracinable de la valeur nationale mais en même temps il faut voir dans quel contexte de forces elle se situe. Comme l'a dit Maurras, la politique est une rencontre de forces. Et quand une idée est vraie et juste, il faut réunir à son service le plus de forces possible. Il ne suffit pas de proclamer la vérité, il faut voir comment elle entrera dans un certain contexte à un certain moment. Si bien que je vous reprocherais presque de devenir idéologues, alors que j'ai la conviction de prêcher le réalisme !

N.A.F. — Il y a d'autres solutions que l'Europe telle qu'elle se dessine avec les Dix. Il y a les solutions africaines en particulier...

J. de F. — J'ai beaucoup cru en l'Eurafrrique mais je me suis aperçu qu'on n'aurait pas pu faire l'Eurafrrique sans l'Allemagne.

Je crois qu'une partie de ce jeu peut encore être tentée. Mais ce ne sont tout de même pas les 40 ou 50 millions d'Africains francophones qui nous donneront un poids suffisant pour équilibrer la puissance européenne que nous trouverons en face de nous.

N.A.F. — L'anti-civilisation que nous connaissons est née de la démocratie qui a brisé les communautés intermédiaires indispensables à l'épanouissement de l'homme. Si nous voulons échapper au totalitarisme, il faut recréer ces communautés. Mais en faisant l'Europe, n'allez-vous pas briser la communauté essentielle que constitue la nation ?

J. de F. — En ce qui concerne les communautés intermédiaires vous avez raison de montrer leur caractère indispensable. Mais, là encore, nous sommes confrontés à un problème de civilisation. Maurras a en effet passé sa vie à dire que l'Action française représentait le pays réel contre le pays légal, et que les institutions démocratiques corrompaient les hommes. C'est vrai. Mais quand les institutions ont corrompu les hommes pendant un siècle, quand l'esthétisme et l'argent ont écrasé l'intelligence, le pays réel finit par être singulièrement abîmé par le pays légal. Il faut donc refaire le pays réel et nous sommes donc ramenés à un problème de civilisation.

N.A.F. — Maurras disait : « On ne construit pas une maison sous les bombes », ce qui signifie qu'on ne peut recréer des communautés sans un cadre institutionnel qui permette cette renaissance. C'est pourquoi la monarchie nous paraît nécessaire pour résoudre la crise de civilisation.

J. de F. — La monarchie avait un sens vers 1880 ou encore vers 1910, un sens comme expression d'une authenticité de la vie nationale profonde. Il y avait à ce moment-là le peuple monarchiste de la Provence, de la Bretagne, de l'Anjou, de la Vendée. Il y avait là une vérité profonde, une substance de chair derrière l'institution. Et la famille royale exprimait un passé, correspondait à un peuple vivant que j'ai vu disparaître. Je vous assure que je respecte tout cela ; je fais plus que respecter, j'aime tout cela, mais c'est au nom de cet amour même que je veux que cela prenne des formes qui permettent une action dans le monde moderne.

N.A.F. — La première équipe d'A.F. n'était pas royaliste, c'est Maurras qui a rendu royalistes des petits fils de républicains. Alors n'est-il pas possible aujourd'hui de faire renouer le peuple avec la tradition monarchiste ?

J. de F. — Quand Maurras a entrepris de royaliser le pays, il y avait une tradition organique, vivante, que je ne vois plus. Mais un certain nombre de principes maurrassiens peuvent peut-être trouver une expression sous une autre forme que la monarchie historique. Je ne sais quelle forme prendront les institutions futures. Ce n'est pas de mon ressort et surtout je crois que l'on ne baptise les institutions politiques que lorsque celles-ci sont déjà nées. Je suis tenté de penser que les institutions futures comporteront une large part de démocratie organique et de démocratie du travail, qu'elles accorderont une part très importante à l'expression des régions et des nations, qu'elles seront l'expression de la continuité nationale. Car finalement, que représentait la monarchie, si ce n'est la conscience de la continuité nationale en un temps où il n'y avait pas de conscience politique ?

Vous avez dit : « On ne construit pas une maison sous les bombes. » Mais la monarchie ne s'est-elle pas construite sous les bombes ? Est-ce que les institutions politiques ne se construisent pas toujours par rapport aux périls auxquels il leur faut faire face ? Je crois cependant que les forces qui représentent l'esprit de la tradition monarchiste doivent être présentes dans ce qui naîtra demain sinon cela n'aura pas de consistance historique. Et la lutte contre l'Europe technocratique pourrait être le nouveau terrain de leur combat.



réponse à jean de fabrègues

Jean de Fabrègues a parfaitement saisi l'essentiel du combat de Maurras, qui est un combat pour l'homme, pour la civilisation et pour l'intelligence. Mais le double *non* qu'il oppose à notre nationalisme et à notre royalisme montre combien il se sépare, dans le choix des moyens, de la pensée de celui dont il fut le secrétaire. Disons tout net que l'Europe qu'il nous propose, et que la « démocratie organique » qu'il envisage, ne nous semblent pas les meilleurs moyens de défendre l'héritage auquel il demeure attaché.

A l'occasion de notre débat avec Paul Sérant, nous avons déjà dit les raisons pour lesquelles nous rejetons l'Europe supranationale qu'une large fraction de la classe politique française présente comme le remède souverain de tous nos maux. Il est bon que Jean de Fabrègues nous donne l'occasion de reprendre ce débat essentiel.

Nous ne nierons pas combien peut être grande et belle l'idée européenne lorsqu'elle est défendue par certains, qui la convoitent autrement qu'en termes de marchands. Nous nous rallierions de tout notre cœur et de tout notre esprit à cette Europe si celle-ci était du domaine du possible. Mais nous refusons de sacrifier notre communauté nationale à une construction qui, en l'état actuel des choses, ne peut être qu'une chimère dangereuse.

Sans doute, notre nationalisme ainsi réaffirmé, n'est-il qu'un « pis aller ». Mais ce pis aller est imposé par les faits, par la disparition de cette Europe chrétienne du Moyen Âge que regrettait Maurras. Mais ce pis aller est la condition du bien-être de nos concitoyens. Car il n'existe ni « économie européenne », ni « travail européen », mais des économies anglaises, françaises et allemandes, mais des travailleurs anglais, français et allemands. Les structures économiques et les conditions du travail tendent peut-être à se rapprocher dans l'Europe des Dix, mais c'est toujours l'esprit de lutte qui anime des dirigeants de l'économie, et l'on ne peut empêcher la concurrence internationale d'entraîner le chômage ou les lois de l'échange le déclin de certaines régions. La « solidarité européenne » n'est donc qu'une formule de meeting, que la réalité économique et sociale dément jour après jour. Et Jean de Fabrègues le sait bien, qui reconnaît que le Marché commun n'est qu'un compromis entre des intérêts nationaux plus souvent divergents que convergents.

Cela ne signifie pas que nous soyons des zélés obstinés de la « France seule », des fanatiques de l'autarcie. La coopération technique, économique et même politique peut fort bien se concevoir en dehors de tout cadre institutionnel supranational. N'a-t-elle pas récemment donné de bons résultats entre la France et la Grande-Bretagne, avant même que cette dernière

se joigne à l'Europe des Six ? Et que Jean de Fabrègues ne nous dise pas que, malgré tout, nous condamnons la France à l'isolement parce que l'Europe qu'elle refuserait se ferait contre elle.

La construction européenne n'a pas ce caractère d'inévitabilité que lui donnent les européistes. Elle a même moins de chances de se réaliser qu'autrefois, depuis que tout élément fédérateur a disparu entre les dix pays que l'on baptise « Europe », ce qui est d'ailleurs singulièrement restrictif. Jean de Fabrègues nous opposera les deux « fédérateurs du dehors » que constitueraient le péril américain et le péril communiste. Nous attendons que l'on nous démontre que le Marché commun a atténué la menace américaine et que l'Europe unie la ferait disparaître complètement. Le fameux « défi américain », qui concerne la faculté d'innovation, est d'ordre intellectuel beaucoup plus que d'ordre financier. Il faudrait donc que l'Europe unie rende les hommes plus intelligents. Ce qui n'est nullement démontré.

Reste l'argument du « péril communiste » qui a été mis au service des causes les plus diverses, depuis 1940. Mais la menace réelle qui pesait sur l'Europe occidentale après la guerre s'est beaucoup atténuée. Les chars de M. Brejnev sont peut-être proches de nos frontières, mais il faudrait de bien grands bouleversements nationaux et internationaux pour que l'ordre leur soit donné de se mettre en route. Et il faudrait encore démontrer que la « force de frappe » française ne suffirait pas à les en dissuader... D'autre part, sur le plan idéologique, on sait que la destruction des cadres communautaires a toujours été le plus sûr moyen de favoriser le développement des propagandes totalitaires.

Que l'on cesse donc d'agiter la menace d'un Empire qui a trop de problèmes internes pour songer à repartir à la conquête de l'Europe. Il serait plus sage de tirer la leçon de cette « Fédération européenne orientale » qui s'est constituée au lendemain de la guerre. Elle avait tout pour réussir : un fédérateur puissant sur le plan militaire et économique, une idéologie (presque une religion) séduisante et partout propagée ; les souvenirs communs de la lutte contre le nazisme et, peu à peu, la constitution d'un ensemble économique aux structures identiques. Les éléments constitutifs d'une Europe étaient donc rassemblés. Mais les nationalismes yougoslaves, hongrois, tchèques et roumains ont réduit à néant cette internationale possible, qui ne tient plus que par la force.

Que serait donc cette « Europe » que l'on veut créer à l'Ouest ? Une unité factice, minée par les conflits nationaux, une anarchie qui serait la préface à l'établissement d'une technocratie dont on a pu déjà mesurer les méfaits. Sans doute, Jean de Fabrègues rejette-t-il ce

que Gabriel Matzneff appelle l'Europe des marchands de bretelles. Mais alors pourquoi s'affirme-t-il européen puisque le « modèle » de civilisation qu'il condamne se situe dans la logique de la construction européenne en faveur de laquelle il milite ?

Un jour peut-être, une internationale vraie, construite autour de l'axe solide d'une civilisation commune, pourra à nouveau présider les nations. Il faudrait pour cela qu'une nation en conçoive le projet, qu'un pouvoir politique l'inscrive dans la durée, que le sens de l'héritage commun l'oriente vers cette méditerranée maurassienne dont les rivages sont polonais et américains aussi bien qu'italiens et grecs.

Durée et souplesse, sens de l'héritage et sens des limites, c'est la définition de cette monarchie que nous souhaitons et que Jean de Fabrègues rejette. Parce qu'il croit le passé mort et parce qu'il voit se lever une aube nouvelle. Mais nul ne songe à revenir en arrière et nous savons que chaque aube porte en elle la promesse de nouvelles possibilités. L'automatisme est une de ces possibilités, mais en quoi rendrait-elle caduque la solution monarchique ? Ce n'est qu'une technique, qui sera bienfaisante ou néfaste selon la nature du pouvoir politique et selon la forme des institutions sociales qu'il permettra. Et pourquoi l'automatisme, conjuguée au catholicisme — depuis longtemps proposé aux civilisations — et à une unité de civilisation qui n'existe pas plus que l'unité de destin, condamnerait-elle la monarchie ? Nous ne nions pas que l'épanouissement d'une civilisation et d'une religion, joint à des découvertes techniques, puisse condamner une pratique sociale telle que l'esclavage, ou une institution économique sociale telle que le corporatisme de métier. Mais le problème des institutions politiques est d'un ordre différent, comme nous l'avons montré à plusieurs reprises au cours de ce débat.

Jean de Fabrègues nous dit ne pouvoir le résoudre. Il souhaite comme nous la renaissance des communautés régionales et professionnelles. Il insiste sur la nécessaire continuité nationale que doit exprimer le pouvoir politique. Mais les solutions qu'il esquisse ont de quoi surprendre. Aurait-il oublié la vieille mais lumineuse démonstration de Maurras sur l'incompatibilité entre la démocratie et l'organisation ? Comment peut-il négliger la somme de faits passés et présents qui montrent que la démocratie et la protection du travailleur sont deux choses inconciliables.

On ne décentralisera pas, on n'intégrera pas le prolétariat dans la cité tant que la démocratie demeurera, comme nous aurons l'occasion de le démontrer prochainement. Il sera sans doute difficile de venir à bout de ce régime et de faire prévaloir nos solutions. Comme le dit Jean de Fabrègues, le sentiment monarchiste populaire est allé en s'atténuant depuis la guerre, sans doute parce que l'Action française n'a pas su le maintenir en attendant de le développer. Mais l'histoire de l'Action française montre qu'elle a su, non seulement ranimer au début du siècle un sentiment monarchiste qui s'atténuait déjà, mais aussi rallier à la monarchie des hommes appartenant à des traditions intellectuelles très différentes. C'est affaire de temps et de méthode.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.



Jésus-christ super-star

Depuis quelques jours, le Théâtre National Populaire tient à l'affiche « l'opéra-rock » Jesus-Christ Superstar.

La première représentation de cette œuvre, pompeusement appelée « opéra », fut donnée au Marc Hettinger Theater de New York en octobre 1971.

Les deux auteurs sont britanniques. Andrew Lloyd Weber (compositeur) et Tim Rice (parolier) ont totalement manqué d'imagination, mais à coup sûr, pas de sens commercial.

Nous assistons donc à la représentation française dont l'adaptation est de Pierre Delanoë.

L'histoire se limite à une série de clichés célèbres, ce qui renforce la platitude générale.

Le rôle principal est donné à Judas (Farid Dali) qui ici est représenté comme un homme prédestiné ; sa volonté ne peut jouer aucun rôle : « Tu m'as assassiné... », dit-il à Jésus ; et c'est à lui qu'échoit le rôle de faire passer le message d'œcuménisme, ce qui peut surprendre !

Le Christ (Daniel Baretta) n'est qu'un être d'essence humaine, le côté divin est totalement inexistant. La pièce s'arrête d'ailleurs à la Crucifixion ; il n'y a aucune allusion à la Résurrection. Le Christ se demande d'ailleurs pourquoi il meurt ! ce qui surprend encore plus !

La mort de Jésus se passe sans que la Vierge paraisse, ce qui marque le plus élémentaire manque de recherche, ou de savoir, et la plus profonde désinvolture.

La mise en scène est inexistante et affligeante de mauvais goût.

Quant à la partition musicale, elle est pauvre, commerciale à souhait, sans relief ni rythme. Les chanteurs n'ont pas une tessiture très riche, mais heureusement pour eux, les micros existent ! Mais la productrice Annie Fargue (Hair, O Calcutta, Godspell) a un sens commercial très poussé.

Rien dans ce spectacle ne suscite la moindre émotion, par le fait que l'aspect exceptionnel et unique de la divinité du Christ est absent. Le sentiment général est la médiocrité.

Pour ceux qui n'iraient pas voir ce spectacle, qu'ils soient rassurés. Bientôt sera porté à l'écran un film du "Superstar" par F. Hathaway, spécialiste du western... ce qui ne manquera pas de piquant sans aucun doute !

Anne RICHARD.

le phénomène Jésus

Tel qu'il nous est arrivé des Etats-Unis, c'est bien souvent un piétisme moralisant dont on peut craindre qu'il soit coupé de ses racines : c'est le « jésuisme » dénoncé par André Manaranche, en conclusion de « Dieu vivant et vrai » : « Maladie mortelle à n'en point douter, même si c'est la maladie d'une ferveur, à moins que ce ne soit d'une panique » (1).

Phénomène aussi de récupération politique, qui fait écrire à Robert Solé : « Deux dirigeants des "Jesus people" de Spokane (Etat de New York) ont surpris l'assistance (à la Mutualité, le 8 février) par une naïveté gentille et un apolitisme prononcé qui faisaient presque passer leurs hôtes — membres, pourtant, des paisibles groupes d'adoration de la basilique de Montmartre — pour des gauchistes forcenés. » (2) C'était, en somme : faites du Jésus, pas de la politique !

Récupération commerciale, surtout, avec le dernier « Jésus » parisien : « Superstar »... Et ce n'est pas tout. Trois films sont en préparation et plusieurs autres titres déjà retenus. Le « Jésus » se vend bien aujourd'hui !

Pourtant, en fait d'ambiguïtés, ces explications semblent un peu réductrices. Si le « Jésus » se vend si bien, n'est-ce pas qu'il y avait une pénurie ? Pour qu'il y ait récupération, encore faut-il qu'il y ait quelque chose à récupérer. Indéniablement, il y avait quelque chose.

Sans doute, certains chrétiens auront du mal à retrouver dans ce Jésus le Christ de l'Ecriture et de la Tradition. Pas toujours, cependant : le ton de certains textes de « Godspell », par exemple, donne au spectateur chrétien l'impression qu'ils ne dépareraient pas une liturgie. Ils laissent aussi l'incroyant avec une impression difficile à définir, comme cette jeune fille qui me disait sur la scène (puisqu'on y monte à l'entracte boire un verre avec les acteurs) qu'elle venait pour la sixième fois. Il paraît que ce n'est pas exceptionnel !

Ainsi, par exemple, cet air méditatif, repris en conclusion, a tout d'une prière :

Oh, Seigneur !
pour moi, la vie
c'est de te comprendre,
c'est de t'entendre,
de savoir t'attendre
jour et nuit...
jour et nuit...

On pourrait en citer bien d'autres. On comprend que le cardinal Daniélou n'ait aucun mal à s'y retrouver « Godspell, dit-il, est un spectacle étonnant, d'une qualité spirituelle très grande, sans concession et sans démagogie. » (3) Et pourtant, en assistant au spectacle, on pense à Harvey Cox : « Le Christ s'est adressé aux générations antérieures sous des formes variées, en tant que maître, juge, médecin. Dans le monde d'aujourd'hui, ces images traditionnelles du Christ ont perdu beaucoup de leur puissance. Maintenant sous une apparence nouvelle — en vérité ancienne, mais recouverte —, le Christ a fait une entrée inattendue sur la scène de la vie moderne séculière. Entre le Christ en arlequin, personnifiant la fête et la fantaisie en un temps qui les avait toutes deux presque perdues. Il vient maintenant sous son nimbe et son maquillage blanc, ce Christ capable de toucher notre conscience moderne excédée, alors que d'autres images de lui en sont incapables. » (4) Mais, enfin, a-t-on dit, la résurrection est escamotée ! Primo, ce n'est pas vrai. Secundo, comme le fait remarquer l'ancien doyen de la faculté de Théologie catholique de Paris : « Le Christ ressuscité ne peut être représenté au théâtre : il ne peut être que suggéré. » (3)

Mais, la « révolution de Jésus », ce n'est pas que du théâtre. Les jeunes de Jésus-Révolution Europe (qui reprochent à leurs confrères américains de « se cantonner à annoncer le Royaume, en délaissant la justice, les opprimés, les pauvres ; ceux en quelque sorte pour qui le Christ est venu » (5) annoncent l'Evangile, de la rue de la Huchette à Saint-Germain-des-Prés, aux drogués, comme aux étudiants révolutionnaires ou aux policiers. Tout cela demande sans doute à être examiné avec discernement, mais ce n'est sûrement pas de la récupération.

Là aussi semble se manifester une attente... Comment ne pas se souvenir, à ce propos, de l'apostrophe de Clavel :

« Je m'adresse à l'Eglise, qui suit le train de son temps au lieu de le rompre. » Appel peut-être d'autant plus cinglant qu'il ne vise pas seulement les évêques (c'est trop facile), mais « l'Eglise », c'est-à-dire les chrétiens, dont il est.

En dépit de toutes ses ambiguïtés, le phénomène Jésus signifie qu'il y a des gens pour qui, après plus de 2.000 ans, la venue du Christ sur la terre reste apparemment une bonne nouvelle. Certains tiendront sans doute ces garçons pour des rêveurs. Mais, comme l'écrit Maurras : « Le rêve d'assembler et de composer, la volonté de réunir, sans être des aspirations nécessairement catholiques, sont nécessairement les amis du catholicisme. » (6) Un nationaliste français ne peut que s'en réjouir.

Jean-Marie BONIFAY,
Etudiant en théologie.



LA N.A.F. ET LE GAUCHISME Prix 2 F - Franco 2,50 F
PAYS REEL, PAYS LEGAL Prix 2 F - Franco 2,50 F
CARNET DE CHANT Prix 3 F - Franco 3,50 F

FICHES D'ETUDES DOCTRINALES ET TECHNIQUES

1. LA PHILOSOPHIE POLITIQUE Prix 2,50 F - Franco 3 F
2. LA SCIENCE POLITIQUE Prix 1,50 F - Franco 2 F

Adressez vos commandes à la Nouvelle Librairie d'Action Française, 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}), accompagnées de leur montant. C.C.P. N.A.F. 642-31 Paris.

- (1) Le Seuil, 1972, p. 177.
- (2) Le Monde, 8 avril 1972.
- (3) Le Nouvel Observateur, 1^{er} avril 1972.
- (4) La fête des fous, essai théologique sur les notions de fête et de fantaisie. (Le Seuil, 1971, p. 166.)
- (5) Jean Floczek, Campagne d'Evangélisation, Saint-Germain-des-Prés — Jésus-Révolution, Jésus-Peuple (tract).
- (6) Le Dilemme de Marc Sangnier, préface, p. xvi.

CINÉMA

l'assassinat de Trotsky

Nicolas et Alexandra

le mystère d'andromède

l'homme au cerveau greffé

la mort d'un prof

Avec *l'Assassinat de Trotsky*, Joseph Losey soutenait une gageure particulièrement redoutable. On ne peut dire qu'elle ait été couronnée de succès. Une fois de plus, on n'est pas réellement saisi par le personnage, par le tempérament trop adouci du théoricien de la Révolution Permanente, et l'on ne peut que contempler qu'avec une certaine indifférence l'univers sans relief qui nous est offert. Losey a voulu rester en dehors du problème en l'exposant sans prendre parti, et c'est peut-être ce qui enlève à son film la dimension que l'on souhaiterait lui trouver. Ne pas s'engager lorsque l'on retrace la fin d'un révolutionnaire, cela revient à supprimer toute vie au personnage et, si l'on songe à la terrible difficulté qu'un Anglo-saxon peut éprouver à saisir dans son intégrité le caractère d'un homme politique russe, on sera moins étonné de faire, à la fin de ce film, le bilan d'un échec.

Echec également dans la reconstitution historique de Franklin Schaffner, *Nicolas et Alexandra* : peut-on parler de fresque ? En fait, il s'agit d'une succession de tableaux si mal reliés entre eux que l'on doit, au début de chaque séquence, faire un effort injustifiable pour reprendre le fil du récit. Et cela dure trois heures ! Curieusement d'ailleurs, la direction des acteurs se révèle pourtant excellente. Est-ce l'extraordinaire charme de Janet Suzman, est-ce le talent qui lui a valu un grand prix d'interprétation ? Par moments on est indéniablement captivé, mais l'étrange décalage de la réalisation n'en apparaît alors que plus gênant et l'évident souci d'objectivité vient renforcer l'impossibilité d'un souvenir enrichissant.

Dans la série des policiers humoristiques, Gilles Grangier donne pour sa part la preuve qu'un certain cinéma, que l'on pourrait trop hâtivement qua-

lifier de « commercial », refait agréablement surface. Hâtons-nous de préciser que, derrière *Le Cave*, il y a le merveilleux Albert Simonin, son langage inimitable et un sens indéniable de la situation. Le choix des acteurs s'avère également très judicieux : autour de Claude Brasseur, on retrouve ou l'on découvre des visages sympathiques et amusants comme Paul Le Person dans le rôle d'un commissaire aux flair nettement faillible. Dans ce monde de truands vu à l'envers, l'homme récupère sa véritable dimension et c'est ce qui, peut-être, nous le fait tout particulièrement affectionner.

Le mystère *Andromède*, au contraire, va plonger l'humanité dans un univers insupportable. Il ne s'agit même pas de science-fiction, mais d'un problème quasi immédiat, l'apport par un satellite artificiel d'un corps étranger qui menace de détruire la vie sur terre à brève échéance. A travers la lutte de quatre savants pour annihiler le pouvoir de ce corps, Robert Wise tente de cerner les rapports de la machine et de l'homme poussés à un niveau extrême. Avec des moyens techniques importants, il réussit à faire de ce film une hallucinante descente dans les enfers du modernisme, si proche de nous que l'on ne peut y être indifférent.

Avec *l'Homme au cerveau greffé*, Jacques Doniol-Valcroze aborde également le domaine scientifique au prix d'un postulat difficile à admettre. Pourtant l'analyse qui en découle ne manque pas d'intérêt comme se révèle parfois passionnante l'aventure de David Hemmings dans *Mort d'un Prof*, de John Mackenzie. Si là aussi le départ se situe à la limite de la crédibilité, le suspense n'est pas négligeable et l'atmosphère générale, fort bien créée par de jeunes acteurs de talent, soutient sans effort l'attention.

Dominique PAOLI.

la Perse et la France

La Perse est à l'honneur au Musée Cernuschi. Depuis quelques semaines, ce sont les rapports diplomatiques entre ce pays et la France qui font l'objet d'une intéressante exposition. Dès le Haut Moyen Age, on trouve trace de liens entre ces pays : le suaire de saint Bertrand de Notre-Dame-de-la-Couture, ou la traduction latine des œuvres d'Avicenne en font foi.

Au long de ces siècles, Princes persans et Princes français ont correspondu. Ainsi en témoigne la lettre d'Oeldjaitou affirmant l'amitié avec Philippe IV le Bel (mai 1305) et celle de Tamerlan (1402). Aux XVI^e et XVII^e débute l'époque des marchands, des voyageurs (J.-B. Tavernier, Voyages, Beaux de la Perse), le chevalier Chardin qui donne d'intéressantes anecdotes sur la vie persane. Mais ces siècles sont jalonnés de vrais rapports politiques : Chah Abbas I^{er} adresse une lettre à Henri IV ; et le Père Juste apporte en Perse un portrait de Louis XIII à Chah Abbas le Grand. Richelieu y envoie une mission (Deshayes) et le Père Joseph est nommé, le 19 avril 1625, Procureur en France des Missions du Levant.

Dans les mêmes années, un Jésuite avait emporté un portrait de Mademoiselle de Montpensier dans le but de lui faire épouser le Roi de Perse ! Ce pays avait alors un prestige extraordinaire : le Carrousel de 1662 donné par Louis XIV en témoigne : « la 2^e quadrille était vestue en Persans... ». Les rapports commerciaux sont alors très importants. On trouve sous Colbert un mémoire concernant une ambassade de négociants arrivée à Ispahan en 1665. Nous débouchons alors sur le XVIII^e, c'est l'époque où les premiers traités entre la France et la Perse sont conclus : la capitulation de 1708 ou bien le traité de commerce de 1715 ; mais surtout le fait d'établir des consuls permanents. C'est l'époque où est formée la Bibliothèque Orientale où des extraits d'ouvrages sont en persan :

contes et romans, traduits en français (Empire des Roses, Mille et un jours).

En février 1715, Chah Hosseyn écrit à Louis XIV, lui annonçant la venue d'un ambassadeur... « Très puissant empereur de Normandie, Bretagne, Aquitaine... Bourdeaux, Grenoble... ». Une toile de Coypel nous rappelle cette entrevue entre le roi et Mehemet Riza Beg à Versailles. Saint-Simon parle avec émotion de cette entrevue officielle du roi qui fut la dernière. Cette même année est celle du traité stipulant l'exemption des droits de douane pour les marchands français, la possibilité d'utiliser leurs monnaies et le droit à l'établissement de comptoirs (13 août 1715).

Il faut mentionner les « Lettres Persanes » de Montesquieu, et un manuscrit bilingue du texte de l'Adresse de la Convention nationale au peuple français de la séance du 18 Vendémiaire an III. Sous l'empire, Napoléon reçoit l'ambassadeur de Perse à Finkenstein en 1807. Il est décrété la nomination du général Gardane comme ministre plénipotentiaire, et un traité d'amitié est signé avec Fathali Chah (mai 1807). Abbas Mirza, par lettre (1808), attend les intentions de Napoléon pour agir vis-à-vis des hostilités entre l'Iran (hésitant) et la Russie. Le 21 janvier 1808, un accord est signé pour la livraison de 20.000 fusils et l'envoi d'artisans français en Perse. Le traité de commerce prévu par Louis-Philippe en 1847 échoue par la Révolution de 1848.

Sous Napoléon III, un traité d'amitié et de commerce est signé en juillet 1855. Des lettres de Gobineau en font mention. Le XIX^e fut le siècle des fouilles archéologiques : Dieulafoy, Morgan, en sont les instigateurs. Le 11 août 1900 fut signée une convention concernant les antiquités de la Perse qui donnait droit à la France : « le droit exclusif des fouilles sur toute l'étendue de l'empire... ».

Ainsi cette exposition nous prouve combien les

rapports entre ces deux pays furent continus. Aujourd'hui encore la France eut un rôle d'importance lors des fêtes du 2.500^e anniversaire de la fondation de l'empire, et sa culture appréciée, puisque « l'Avenir de l'Intelligence » vient d'être récemment traduit en persan.

Anne RICHARD.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Directeur politique : Gérard Leclerc.
Rédacteur en chef : Arnaud Fabre.

REDACTION :

Politique intérieure : Paul Maissonblanche, Christian Dujardin, Bertrand La Richardais, Patrick Plessis, Stanislas Leblanc, Hervé Catta, Gilles Desorres.

Politique étrangère : Axel Alberg, Philippe Vergne, François Martin, Perceval (Moyen-Orient), Yann Kerlann (Extrême-Orient).

Politique sociale : G.-P. Wagner, J.-C. Fréaud (Justice), Philippe Dartois, Jean-Pierre Boulogne (Médecine), Marius Brémont.

Politique économique : Ph. Dillmann, Ph.-H. Durocher, J. Delcour, Henri Villemart.

Les idées : Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin, Francis Bertin.

Lettres, Art, Spectacles : Christian Delaroche, Dominique Paoli, Anne Richard.

Enquêtes et débat : Bertrand Renouvin, Patrice Bertin.
Secrétariat de rédaction : François Fleutot, Thierry Barberousse.

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e



le mouvement royaliste

réunions

PARIS VII^e

Vendredi 28 avril, débat avec le Docteur Solas sur « Les nouveaux morticoles et la technocratie médicale ».

Café des Invalides (angle de l'avenue de la Motte-Picquet et de l'avenue de Latour-Maubourg. Métro : Latour-Maubourg).

RUEIL

Vendredi 28 avril, à 20 h 45, réunion mensuelle, 8, rue des Godardes. Tél. : 967-16-36.

TOULOUSE

Conférence d'Abel Pomarède, Gérard Leclerc et Marc Beauchamp : « Quel avenir pour l'Occitanie ? ». Le 26 avril à 21 heures, salle du Sénéchal.

TROYES

Samedi 30 avril, conférence de Gérard Leclerc, Restaurant Butat, à 20 h 30 : « L'avenir de la France ».

ROUEN

Dimanche 31 avril, à 16 h 30, meeting avec Bertrand Renouvin, salles n° 1 et 2 à la Halle aux Toiles, place de la Basse-Vieille-Tour : « Après le référendum, la France face à l'Europe ».

la NAF communique

● **LE MOUVEMENT ROYALISTE.** — *Joint Français.* La seconde souscription (C.C.P. G. Dorso, Paris 17.748-92), qui atteint déjà 500 F, sera versée aux grévistes dans le courant de cette septième semaine de grève.

A ce propos, rectifiant nos affirmations de la semaine dernière, il nous faut dire que toutes les catégories du « public d'A.F. », y compris les plus traditionnelles, ont répondu à notre appel. Que tous soient remerciés de leur générosité.

colloque Maurras

L'importance de l'actualité nous a contraints à reporter notre compte rendu du colloque Charles Maurras qui s'est tenu à Aix-en-Provence la semaine de Pâques. L'exceptionnelle qualité des différentes communications requiert de notre part une étude attentive, qui paraîtra dans un de nos prochains numéros.

étudiants

— Les 7, 8 et 9 avril s'est tenue à Biviers, près de Grenoble, une conférence nationale universitaire de la N.A.F. Les congressistes, analysant l'étudiant dans son contexte actuel, ont constaté que le fossé se comble entre l'étudiant et le non-étudiant et que le milieu social dont il faut tenir compte en l'occurrence n'est pas l'Université, mais le milieu jeunesse.

Ils ont d'autre part exprimé leur hostilité aux projets qui établiraient dans l'Université une sélection sauvage et injuste en cours d'études, ou qui fixeraient le service militaire à 18 ans, incitant ainsi l'étudiant à se détourner de l'enseignement supérieur et créant une classe de prolétaires intellectuels.

— La liste patronnée par la N.A.F. aux élections de la Mutuelle Nationale des Etudiants de France, section de Paris, obtient 4 % des voix, ce qui n'est pas mal quand on sait comment les scrutateurs de l'A.J.S. « manipulent » les urnes au cours du dépouillement.

réabonnement

Nos amis abonnés de la première heure sont priés de bien vouloir dès maintenant payer leur réabonnement. Vous éviterez à l'administration de notre journal des frais importants de courrier et de relance.

Nous savons que vous avez été satisfaits des progrès que votre journal a faits dans sa présentation durant cette année.

Vous nous avez aidés à gagner le pari de tenir et de nous développer pendant un an. Au cours de l'année qui commence, nous souhaitons encore développer le nombre de nos pages et notre présentation. Nous devons le faire avec vous.

Il vous suffit dès maintenant de nous envoyer un chèque bancaire ou un C.C.P. à l'ordre de : LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE (C.C.P. N.A.F. 642-31), à l'aide du bulletin d'abonnement que vous trouverez dans ce numéro.

● **ERRATUM.** — Dans l'article « Saint-Brieuc : La grève des pauvres », p. 10, au lieu de : « mille ouvriers du Joint Français, puisque tous O.S. », il fallait lire : « Presque tous O.S. »

notre circuit de distribution

ALPES-MARITIMES

NICE :

Lib. Rudin, 14, av. Félix-Faure.
Lib. La Biblio, av. Estienne-d'Orves.
Lib. d'Art et de Littérature, 78, boul. Borriglione.

AUBE

Dans l'Aube vous trouverez la « N.A.F. » :

TROYES :

LE BALTO, P.M.U., 51, rue de Turenne.
A LA CIVETTE, place Maréchal-Foch.
LE FONTENOY, 75, rue du Général-de-Gaulle.

A LA GROSSE PIPE, rue Juvénal-des-Ursulins.
AU PACHA, rue Colonel-Driant.

HAUTE-GARONNE

TOULOUSE :

15, place du Capitol (sous les arcades).
Martin-Gauthier, 10, rue d'Alsace.
Maison de la Presse, 64, rue de Metz.

INDRE-ET-LOIRE

TOURS :

L'ASTRAGALE, 4, rue Victor-Hugo.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**



le réveil de la France

M. Pompidou demandait aux Français, vendredi encore, de lui dire oui en disant oui à l'Europe. Les Français ont répondu oui dimanche, mais ce oui résonne comme une gifle et au Président et à l'Europe.

LE PIÈGE N'A PAS FONCTIONNÉ

Pourtant le pouvoir avait bien fait les choses. En organisant un référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, il mettait dans un cruel embarras tous les leaders de la classe politique opposés au pouvoir. Tous en effet exaltent ou acceptent le « fait » européen et le Parti Communiste lui-même accepte le Marché Commun qui, comme dirait Brejnev, est une réalité... une réalité concrétisant l'Europe de Yalta : l'Ouest aux banques germano-américaines, l'Est aux Russes. Tandis que le Parti s'isolait dans son « non », qu'il motivait surtout par la politique antisociale du pouvoir, et faisait figure de repoussoir pour l'électorat anticommuniste, les socialistes, déchirés, préconisaient le refus de vote au grand dam de l'union de la gauche, et les centristes, de Pinay à Poher, en passant par Lecanuet et J.-J. S.-S., préconisaient carrément le oui. Quant à l'A.F., qui seule faisait campagne contre l'idée d'Europe supranationale, elle apparaissait comme une survivance anachronique d'un esprit nationaliste périmé.

Et soudain, patatras ! Voici que le peuple français ne joue plus le jeu. 46 % du corps électoral s'est abstenu ou a voté nul, 17 % ont voté non, 36 % seulement ont choisi le oui.

LA MINORITÉ DE FAVEUR

Avec 10.600.000 oui, M. Pompidou, malgré le ralliement centriste, réalise un score inférieur à celui qu'il avait obtenu au second tour des élections présidentielles de 1969. Même au référendum du 27 avril 1969 qui avait vu la défaite du Général, les oui étaient sensiblement aussi nombreux. Cette « majorité » n'est décidément qu'une minorité de faveur.

On dira, bien sûr, que ce résultat médiocre est motivé par le mécontentement des Français devant les scandales du régime, sa politique sociale incohérente, son échec dans l'université, ses tendances à renforcer la centralisation et que les électeurs n'ont pas voulu plébisciter Pompidou.

Tout ceci n'est que partiellement vrai et ne doit pas faire oublier un fait : alors que 82 % des Allemands se déclarent favorables à la construction européenne, moins de trois Français sur huit donnent une réponse analogue. Les autres ne sont pas tous, bien sûr, des nationalistes conscients et conséquents. Mais on ne peut dire que l'idée européenne les exalte. Ils sentent obscurément qu'il s'agit d'un mythe et d'un dérivatif commode pour ne pas aborder les vrais problèmes... quand ils n'éprouvent pas charnellement les conséquences de la colonisation de la France par le capital étranger ! Et l'Alsace, de plus en plus aspirée économiquement par l'Allemagne, l'Alsace, considérée naguère comme la plus européenne des provinces françaises, l'Alsace, fief du gaullisme et des épigones M.R.P., apporte au pouvoir 35.000 oui de moins qu'au référendum de 1969.

VERS UNE LUTTE D'INDÉPENDANCE NATIONALE ?

Il n'en reste pas moins que l'élargissement du Marché Commun est désormais ratifié. Comme dit André Guérin dans "l'Aurore", c'est « l'essentiel ». En clair cela signifie que nos eurocrates vont tout faire pour accélérer l'entrée du peuple français dans l'engrenage européen, que la réalisation de l'Europe des trusts et des super-marchés va être activée, que les régions frontalières risquent davantage encore de devenir des annexes de l'Allemagne tandis que la Bretagne et le Midi français seront de plus en plus menacés d'être le parc touristique et le zoo de l'Europe des Dix.

Mais le scrutin de dimanche dernier est un avertissement pour les eurocrates. Face aux technocrates qui veulent leur voler leur pays, les Français, de façon encore confuse, renâclent. Et lorsque demain une lutte pour l'indépendance nationaliste face à la Sainte Alliance des Trusts éclatera, les gens d'Action française feront figure non plus d'attardés, mais de précurseurs.

N.A.F.